



**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT
PAR LE PARC NATUREL RÉGIONAL LOIRE-ANJOU-TOURAIN DE LA
CHARGÉE DE MISSION « BIODIVERSITÉ – ZI DE MÉRON » DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE RELATIVE A :**

- LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE DE CRÉATION DE LA RÉSERVE
NATURELLE RÉGIONALE DE MÉRON (TOME 2 : GESTION DU SITE)**
- LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS ENVIRONNEMENTALES DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DANS LA ZI DE MÉRON**

Entre

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ci-après dénommée « CASVL », représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel MARCHAND, dûment habilité à signer la présente convention par décision n° 2020-015-DB prise par le Bureau Communautaire en date du 20 février 2020,

Et

Le Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine, ci-après dénommée « PNR », représenté par son Président, Benoît BARANGER.

PRÉAMBULE

La préservation de la nature, de la biodiversité et des paysages est une mission essentielle des Parcs Naturels Régionaux. Malgré une prise de conscience sociétale accrue de l'érosion de la biodiversité et de la banalisation des paysages, l'intervention de notre collectivité se veut renouvelée et doit être précisée en termes d'opérationnalité et de priorités. L'aménagement de la ZAC de Méron est un lieu de concentration d'intérêts économiques, sociaux et écologiques. Le patrimoine naturel révélé lors des différentes investigations récentes conduit à la nécessité d'une meilleure prise en compte des enjeux de conservation dans le cadre de l'aménagement de la ZAC. Le Parc est partenaire de l'Agglomération dans le suivi de la biodiversité dans ses projets d'aménagements dans la ZI de Méron depuis plusieurs années, soit sous la forme de prestations, soit au travers de conventionnements.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objectif de la convention

L'objet de cette convention est de préciser techniquement la nature de l'accompagnement du Parc à destination de la chargée de mission dédiée à la zone industrielle de Méron de la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire pour finaliser le classement et la création de la Réserve Naturelle Régionale de Méron et d'assurer la mise en œuvre d'actions environnementales de la Communauté d'Agglomération dans le cadre des arrêtés ministériel et préfectoral de la ZI de Méron.

ARTICLE 2 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les moyens et modalités de coopération entre les deux partenaires pour l'encadrement par le PNR de la chargée de mission biodiversité – ZI de Méron de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

- La CASVL

La chargée de mission Biodiversité -ZI de Méron est rémunérée par la CASVL.

Elle utilisera les véhicules de la CASVL. Tous ses autres frais de déplacement, de reprographie, ou liés à son activité seront pris en charge par la CASVL.

Elle sera tenue de participer à la vie de la CASVL (réunions de service).

- Le PNR

La chargée de mission de la Communauté d'Agglomération sera domiciliée au Parc pour la période du 13 mars 2020 au 13 septembre 2020 (aux Bureaux de la Biodiversité et des Paysages, au 9 place des Diligences – 49730 MONTSOUREAU).

Un bureau avec poste informatique, téléphone, connexion internet, sera mis à disposition au Parc.

Elle aura un accès aux ressources techniques et documentaires du Parc.

Elle ne sera pas autorisée à utiliser les véhicules du Parc pour ses déplacements.

Elle sera tenue de participer à la vie du Parc (réunions de service ou d'équipe, etc.).

➡ Moyens techniques et financiers mis en œuvre :

La mission d'encadrement consistera, pour la partie liée à la Réserve Naturelle Régionale à :

- Reprendre les éléments issus du CSRPN pour faire évoluer le diagnostic livré par le Parc en 2019 :

- s'il y a lieu, intégration des demandes d'évolutions territoriales, avec modification de toutes les cartographies des documents initialement produits ;
- s'il y a lieu, intégration des nouvelles données naturalistes dans l'étude ;
- s'il y a lieu, intégration des demandes d'évolutions textuelles suite au passage en CSRPN.

- Produire un nouveau document précisant les modalités de gestion et de création définitive de la RNR, intégrant notamment les volets suivants :

I- Définition et précisions sur le Programme d'actions

II- Synthèse du plan de travail sur 6 ans pour la période 2022-2027

III- Prévisionnel budgétaire

IV- Autres points à développer

- Définition des modalités d'accueil du public sur la Réserve,
- Écriture d'un règlement de la future réserve.

Parallèlement à la rédaction de cette étude, le projet devra être animé. Plusieurs réunions sont à prévoir.

Les documents produits seront soumis à diverses instances pour avis. Ces instances seront le CSRPN et le CNPN. Au préalable, un dialogue avec les services de l'Etat devra avoir lieu (DDT, DREAL, Sous-préfecture).

En outre, en parallèle de la production de cette étude, d'autres points sont attendus sur la mission à réaliser :

- Mise en œuvre du Plan de Gestion Agropastoral (recherche de financements, rédaction de cahiers des charges, passation de marchés, mise en œuvre et suivi de travaux),
- Participation au suivi de l'étude Messicoles (portée *a priori* par le CBNB),
- Mise en œuvre de la gestion différenciée sur la ZI et ses abords immédiats.

La mobilisation de moyens pour l'accueil et l'encadrement de la chargée de mission biodiversité de la ZI de Méron est estimée à 10 jours d'encadrement par un agent du Parc soit 6 000 € auxquels viendront s'ajouter 1 500 € de frais de structures et de frais de déplacement de l'encadrant soit un montant total de 7 500 €.

ARTICLE 3 : Modalités de versement des frais d'accueil et d'encadrement

- 50 % à la signature de la dite convention,
- le solde sur demande écrite du PNR, à la fin de la mission de la chargée de mission biodiversité de la ZI de Méron

ARTICLE 4 : Modalités de coordination et de suivi des missions

D'une manière générale, les signataires de la présente convention s'engagent à collaborer pour mettre en œuvre cette action.

ARTICLE 5 : Durée de validité de la convention

La présente convention s'appliquera à compter du 14 mars 2020 pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 6 : Litiges

Dans un premier temps, tout litige sera résolu par voie amiable. En dernier ressort, si cette voie amiable est épuisée, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

La convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité, avec un préavis d'un mois. Le solde sera alors réglé au *pro rata* du nombre de jour passé.

Fait en triple exemplaires

A Saumur, le 23 AVR. 2020

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Saumur Val de Loire,



Jean-Michel MARCHAND

Le Président du Syndicat Mixte de gestion
du Parc naturel régional Loire-Anjou-
Touraine,

Benoît BARANGER